



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

COP 27

210 millions d'euros pour aider les pays vulnérables

La présidence allemande du G7 et une soixantaine de pays vulnérables, membres du V20, ont lancé lundi, à l'occasion de la COP 27...

• (Page 08)

Crise des carburants

Les Français se pressent à la pompe avant la baisse des remises de l'État

La baisse des ristournes destinées à compenser la cherté des ...

• (Page 04)



Cadre d'actions prioritaires de la Commission de l'UEMOA

• (Page 03)

Le CAP 2025 s'ouvre aux médias



Organisation inter africaine du café

• (Page 04)

Les femmes et les jeunes au cœur des 62ème réunions annuelles de l'OIAC à Lomé

Marché Financier Régional

La BAD et l'AMF-UMOA lancent le PADMAFIR II

La cérémonie de signature de l'Accord de don d'un montant de 750 000 USD, soit environ 489 millions ...

• (Page 02)

Togo

Le port de Lomé classé 3ème port le plus compétitif d'Afrique

Le Togo continue de récolter les lauriers des différentes réformes entreprises par les pouvoirs publics pour doper la ...

• (Page 04)

Ghana

Le secrétaire d'Etat au ministère des finances est limogé

Une investigation du célèbre journaliste d'investigation ghanéen Anas Aremeyaw montre la demande de pot de vins ...

• (Page 06)

Espace UEMOA

7ème réunion des ministres de la sécurité à Lomé

Le vendredi 11 novembre 2022 à Lomé, la capitale du Togo, s'est ouvert la 7ème réunion ...

• (Page 11)

Cadre d'actions prioritaires de la Commission de l'UEMOA

Le CAP 2025 s'ouvre aux médias

La Commission de l'UEMOA est sensible à l'intérêt que les membres de la « Plateforme Médias UEMOA » ainsi que les télévisions nationales et régionales accordent aux différents chantiers de l'UNION, dans le but d'informer et de sensibiliser les populations sur la bonne marche de l'intégration régionale. Dans cette optique, elle organise du 14 au 18 novembre 2022 à Ouagadougou au Burkina Faso, un atelier d'information et de sensibilisation des professionnels des médias de l'espace UEMOA, sur le Cadre d'actions prioritaires (CAP 2025) de la Commission de l'UEMOA.

• Joel YANCLO

Depuis sa création en 1994, l'UEMOA œuvre à faire de l'intégration régionale une réalité au quotidien vécue par les populations. Cela fait donc plus de 25 ans que l'Union conduit, dans le respect de son Traité, des actions destinées à réaliser le marché commun, à assurer la convergence économique, à compléter les efforts des Etats membres à travers l'adoption et la mise en œuvre de politiques sectorielles, de programmes et projets communautaires. Comme vous le savez, ces dernières années ont vu émerger des menaces et défis nouveaux auxquels les Etats membres et l'union doivent s'adapter. C'est dans ce contexte particulier que la Commission de l'UEMOA, Organe Exécutif de l'Union, s'est dotée d'une feuille de route dénommée Cadre d'Actions Prioritaires « CAP 2025 ». Cette feuille de route décline ses priorités d'ac-

tions pour la période 2021-2025, correspondant à la durée du mandat du Collège des Commissaires actuel, qui a pris fonction en mai 2021. Le présent atelier est destiné à vous faire mieux connaître ce « CAP 2025 », à partager avec vous ses actions majeures et les réalisations récentes de l'Union. » C'est par ces mots que, Augustin NIANGO, Secrétaire général de la présidence de la Commission de l'UEMOA a procédé à l'ouverture des travaux de l'atelier d'information et de sensibilisation des professionnels des médias de l'espace UEMOA. Au cours des cinq jours que vont durer les travaux, plusieurs thématiques parmi lesquelles la Paix et la Sécurité, le Système d'Information Agricole, les Statistiques régionales, le Genre, le Partenariat Public-Privé, l'Energie etc. seront abordées. Autant de domaines dans lesquels l'action communautaire vient en soutien aux initiatives des Etats membres



de l'UEMOA.

Une boussole pour le Collège des Commissaires de l'UEMOA

Nommé par Acte additionnel N°02/2021/CCEG/UEMOA du 14 avril 2021 de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, le Collège des Commissaires a pris fonction le 10 mai 2021 pour présider aux destinées

de la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine durant la période 2021-2025. Se doter d'un instrument de planification et de pilotage de ses interventions phares durant son mandat a été sa première grande priorité. L'exercice était d'autant plus urgent que les différents documents qui servaient de cadre d'actions à la Commission, notamment « L'UEMOA en 2020 », le « Plan Stratégique de la

Commission 2011-2020 » et la « Feuille de route 2017-2021 » ont fait leur chemin. Définir un Cadre d'Actions Prioritaires pour la période 2021-2025 (CAP 2025) comme boussole s'est donc révélé être un impératif et un choix judicieux pour la Commission de l'UEMOA qui évolue dans un environnement confronté à des défis majeurs : économique, sanitaire, sécuritaire. Le « CAP

2025 » traduit les ambitions et l'engagement du Collège des Commissaires en termes de réalisations et de résultats objectivement mesurables à l'horizon 2025, qui permettront ainsi d'apprécier les progrès accomplis dans le processus d'intégration de l'Union. Le Collège s'est donc fixé des priorités structurantes, des objectifs stratégiques et des résultats à atteindre à l'horizon 2025, tant au regard des missions assignées par le Traité modifié de l'Union, des orientations des hautes Autorités qu'à la lumière des enjeux et défis actuels auxquels font face la Commission et les Etats membres de l'Union. Le « CAP 2025 » de la Commission de l'UEMOA pour la période 2021-2025, c'est une vision adossée à des objectifs stratégiques déclinés en trois axes d'intervention que concrétiseront vingt-trois actions phares en cohérence avec les dispositions clés du Traité modifié



Organisation inter africaine du café

Les femmes et les jeunes au cœur des 62ème réunions annuelles de l'OIAC à Lomé

Lomé, la capitale du Togo accueille les 62ème réunions annuelles de l'organisation inter africaine du café (OIAC) du 14 au 18 novembre 2022. Le thème retenu est "Autonomisation des Jeunes et des femmes dans l'industrie africaine du café".

● Hélène MARTELOT

Pour le ministre togolais du commerce, de l'industrie, et de la consommation locale, Kodjo Adedze, ce thème montre à suffisance que les questions relatives à l'inclusion, à l'autonomisation des femmes et des jeunes, constituent d'importants piliers pour la relance de la filière café en Afrique, une priorité de développement pour les pays les moins avancés. Il est également le président en exercice de l'organisation Inter Africaine du café (OIAC). Pour développer ce thème central, M. Adedze précise qu'il est prévu un forum politique de haut niveau sur le sous-thème "Quelles politiques nationales de promotion des activités des jeunes et des femmes pour l'émergence de l'industrie du café en Afrique ?". Suivi de deux panels avec des sous-thèmes à savoir, "Les femmes africaines et leurs rôles dans la transformation du secteur africain du café" et "Echange d'histoires de réussite entre les jeunes entrepreneurs de café et les défis à relever". Kodjo Adedze souligne que tous ces thèmes interpellent le secteur du café en Afrique dans son ensemble car ils posent la problématique de la transformation et de la consommation locale du café avec un accent particulier sur le développement de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes. « De telles initiatives répondent aux besoins du projet commun de l'OIAC, de transformer le secteur caféier d'Afrique en une industrie moderne, compétitive et durable qui met l'accent sur la qualité, la quantité et la productivité, profitable à tous les acteurs et en particulier aux producteurs », a rappelé le ministre togolais de la consommation locale.



Notre objectif commun est de revitaliser la filière du café africain pour créer une valeur ajoutée intégrale sur le produit au plan national et continental par la transformation, la consommation domestique du café et se préparer aux opportunités qu'offrent les divers marchés notamment celui de la zone de libre-échange continentale Africaine (ZLECA!). Parce que selon lui, c'est pour cette raison que l'OIAC a élaboré une nouvelle initiative dénommée « Drink Africa Coffee, Build Africa » ou « Prendre le Café Africain, Construire l'Afrique » (DACBA/BOCA). « Nous devons tous nous engager pour une mise en œuvre efficace et efficiente de l'initiative DACBA/BOCA pour que vive le café africain pour le mieux-être de nos jeunes baristas », a-t-il ajouté. « L'autonomisation des femmes et des jeunes issu dans la dynamique qui concerne non seulement la production mais aussi la transformation et la consommation. C'est un élément déterminant de ce que nous recherchons aujourd'hui pour notre café », a expliqué le secrétaire général du comité de coordination pour les filières café et cacao, Endelme Gouthon. « Nous produisons ce que nous ne consommons pas. Et nous consommons ce que nous ne produisons pas », a regretté M. Gouthon et affirme qu'il est temps d'inverser la tendance. C'est pourquoi ce forum est pour

apporter des nouvelles contributions. Cette rencontre pour lui, est va aussi encourager les jeunes à pouvoir rejoindre la dynamique du secteur agricole parce que les jeunes sont beaucoup démotivés. Ils veulent créer les conditions idoines pour les permettre d'adhérer à cette dynamique, à travers cette rencontre. « Nous avons mis les femmes en premier lieu dans cette rencontre parce que nous voulons insister qu'il est temps que nous puissions mettre en place les valeurs de la femme ». Il note qu'aujourd'hui dans le secteur agricole, en particulier le secteur caféier, les femmes sont plus nombreuses que les hommes mais ne sont pas rendues visibles. « Donc il est temps que nous puissions reconnaître ce mérite et œuvrer pour leur permettre de se développer. C'est aujourd'hui plus que jamais que nous les encourageons », a-t-il ajouté. Différents activités vont meubler cette rencontre notamment, le forum politique de haut niveau sur le Café, les réunions de comités techniques ou consultatifs, la 5ème Conférence scientifique sur le café africain, la 62ème Assemblée Générale de l'OIAC et le 10ème Symposium du café africain dont l'une des sessions inédites, sera consacrée au concours africain des jeunes baristas de café.

Togo

Le port de Lomé classé 3ème port le plus compétitif d'Afrique

Le Togo continue de récolter les lauriers des différentes réformes entreprises par les pouvoirs publics pour doper la performance du port de Lomé, le poumon économique du pays.

En effet, le port de Lomé figure une nouvelle fois dans l'édition 2022 du célèbre classement des 100 plus importants ports du monde, publié par la société Lloyd's list, en occupant le 96ème rang mondial pour un trafic de conteneurs estimé à 1,96 million d'EVP (équivalent vingt pieds) en 2021, contre 1,72 million d'EVP un an plus tôt, soit une hausse de 13,7%. De plus, le port de Lomé fait partie des trois ports africains présents dans ce prestigieux classement ; les deux autres étant le port de Tanger au Maroc (1er rang



africain et 24ème rang mondial ; 7,17 millions d'EVP de trafic de conteneurs en 2021) et celui de Durban en Afrique du Sud (2ème rang africain et 81ème rang mondial pour

un trafic de conteneurs 2,43 millions d'EVP en 2021). Le port de Lomé s'affirme ainsi comme l'un des ports les plus modernes et les plus compétitifs du continent africain. Sika finance

Togo

Le budget 2023 projeté à près de 2000 milliards FCFA

Au Togo, le budget 2023 est projeté à 1957,9 milliards de francs CFA en ressources et charges, soit une hausse de 4,4% par rapport aux 1 875,8 milliards de francs CFA (dans la loi de finance rectificative 2022). L'information ressort de l'avant-projet de loi de finances, étudié et adopté par le gouvernement togolais, à la faveur de son dernier Conseil des ministres, le vendredi 11 novembre dernier.

À côté de ces prévisions de dépenses, l'État s'attend à engranger des recettes budgétaires en augmentation annuelle de 117 milliards de francs CFA (soit une hausse espérée de 10,9%), pour s'établir à 1187,2 milliards de francs CFA. Les principaux chantiers auxquels ces ressources en hausse seront consacrées, d'une part la poursuite des actions de riposte en vue d'atténuer les impacts économiques de la Covid-19 et, d'autre part, le maintien des mesures en vue de renforcer la résilience de la population face aux effets de la crise russo-ukrainienne. Dans le même temps, le gouvernement de Victoire Tomegah-Dogbe compte maintenir le cap des réformes structurelles, en vue de stabiliser le cadre macroéconomique.



Notons que sur ce nouveau projet de budget, les secteurs sociaux occupent 623,4 milliards de francs CFA contre 522,2 milliards de francs CFA dans le budget 2022, en hausse annuelle de 19,6%. Ceci consacrerait pour ce secteur, une portion d'environ 50% du budget consacrée aux dépenses sociales. De nouvelles mesures sociales sont du reste à l'étude, pour pouvoir "les actions d'inclusion sociale et l'amélioration du climat des affaires", comme la proposition que les primes d'assurance versées par les employeurs pour l'as-

surance-maladie des salariés, soient désormais déductibles.

Sécurité et Défense

Dans un contexte de défis sécuritaires de plus en plus aigus, la mise en œuvre de la loi de programmation militaire, qui prévoit de renforcer les effectifs des forces de l'ordre et de défense, ainsi à l'horizon 2025, sera également maintenue. Selon la loi de programmation militaire, le pays de Faure Gnassingbé prévoit de consacrer plus de 430 milliards FCFA à la défense, d'ici 2025.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres										
Principaux pays partenaires du Togo										
Principaux clients (% des exportations)	2020		Principaux fournisseurs (% des importations)	2020						
Burkina Faso	13,8		Chine	20,3						
Mali	13,0		France	8,6						
Bénin	10,0		Inde	7,5						
Niger	8,5		Ghana	5,6						
Ghana	8,1		Japon	4,3						
Inde	7,5		Nigéria	3,6						
Côte d'Ivoire	6,4		Allemagne	3,5						
France	5,7		Turquie	3,3						
Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI					
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI					
Indicateurs du commerce extérieur										
Commerce extérieur (en % du PIB)	2016	2017	2018	2019	2020					
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9					
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a					
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	-822	-502	-626	596	n/a					
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8					
Importations de biens et services (en % du PIB)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7					
Exportations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1					
	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8					
Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles										
Profil commercial										
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020					
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166					
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008					
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407					
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451					
Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles										

COMMISSION DE LA CEDEAOAgence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
ARAA**COMISSÃO DA CEDEAO****ECOWAS COMMISSION**Regional Agency for Agriculture and Food
RAAF**Promotion de l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur lait local en Afrique de l'Ouest et au Tchad (PRAOP 3)****RESULTATS DE LA SELECTION DE PROJETS DU PREMIER APPEL A PROPOSITIONS**

A l'issue de l'appel à propositions de projets publié le 9 juin 2022 et clôturé le 28 juillet 2022 pour la sélection des projets de terrain visant la Promotion de l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur lait local en Afrique de l'Ouest et au Tchad, les projets ci-après sont **provisoirement** retenus :

I. Projets retenus pour financement dans la thématique 1 (Amélioration de la production laitière et d'aliment bétail)

N°	Titre du Projet	Porteurs de Projets	Pays
1	Projet de Valorisation du Lait local du Sourou	Coopération Inter Collectivité du Sourou	Mali
2	Amélioration de la Production Laitière et d'Aliment de Bétail pour la création d'Emplois des Jeunes dans les Régions de Thiès et de Fatick - APLABEJ	Conseil National de la Maison des Eleveurs du Sénégal	Sénégal
3	Projet de mise en place d'unités de production d'aliments pour bétail au Bénin	Centre d'Actions pour l'Environnement et le Développement Durable	Bénin
4	Projet d'appui à la filière Lait Local et à l'Emploi des jeunes et femmes pour l'amélioration des Revenus des éleveurs en Guinée forestière (ALLEAR-GF)	Les Amis de l'Environnement	Guinée
5	Projet d'appui à la production laitière par l'amélioration des performances productives et l'accroissement des capacités de résilience des acteurs de la filière lait (PAPROLAIT)	Fédération Nationale des Professionnels de la Filière Bétail et Viande du Togo	Togo
6	Consortium pour la valorisation du lait local sur l'île de São Vicente - Cap-Vert	Associação dos Amigos da Natureza	Cap Vert
7	Projet de Renforcement de l'Employabilité des Jeunes dans la filière lait local dans les régions du Centre et des Hauts bassins (PREJ- lait local)	Interprofession de la filière lait du Burkina Faso	Burkina Faso
8	Projet d'appui aux initiatives locales des organisations paysannes (PILOP)	LES ZONES ET LES ACTIONS DE LUTTE	Tchad
9	Amélioration de l'emploi des jeunes par le biais d'une entreprise laitière et d'alimentation améliorée dans l'Etat de Kaduna, au Nigeria.	Milk Value Chain Foundation	Nigéria
10	Projet d'Appui à la mise à Échelle des Unités Économiques Paysannes du Lait (ProLait)	Réseau des organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPFA)	Niger, Sénégal, Togo, Bénin, Burkina Faso
11	Promouvoir l'emploi des jeunes femmes et jeunes hommes dans la filière lait local au Burkina Faso	WILDAF-AO (Women in Law and Development in Africa-Bureau Afrique de l'Ouest	Burkina Faso
12	Développement des entreprises laitières pour l'emploi des jeunes (MEDYE)	National Association of Nigerian Traders (NANTS)	Nigeria, Niger, Bénin
13	Projet d'appui à la promotion de l'emploi des jeunes dans la chaîne de valeur du lait local au Nigéria et en République du Niger	Confederation Of Traditional Stockbreeders Organizations (CORET)	Nigéria, Niger

II. Projets retenus pour financement dans la thématique 2 (Collecte, transformation, distribution des produits laitiers locaux et des équipements spécifiques)

N°	Titre du Projet	Porteurs de Projets	Pays
1	Introduction d'un cluster national lait pour la redynamisation de la filière lait local au Bénin	STE FORLAJ GROUP SARL	Bénin
2	Appui à la création des opportunités pour les jeunes et la femme à travers la promotion de la filière lait local dans la province du Bahr El Gazal	Action pour la Promotion de l'Elevage et de la Sécurité Alimentaire	Tchad
3	Projet d'appui aux systèmes de collecte et de refroidissement du lait des producteurs de FERLAIT-SIKASSO par la mise en place de technologie solaire en promouvant l'insertion des jeunes dans les chaînes de valeur lait de la Région de SIKASSO	FÉDÉRATION RÉGIONALE DES UNIONS DE SOCIÉTÉS DE COOPÉRATIVES DES PRODUCTEURS DE LAIT DE SIKASSO	Mali
4	Wagashi pour une Optimisation des revenus des Ménages Exploitant le lait local au Nord du Togo (WOMEN)	Gestion de l'Environnement et Valorisation des Produits Agropastoraux et Forestiers	Togo
5	Projet d'Appui à la Promotion de l'Emplois Jeunes pour le Développement de la filière Lait local en Guinée Forestière (PAPEDEL/GF)	Réseau d'Animateurs pour le Développement Intégré en Guinée	Guinée
6	Promotion de l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur locales du lait Chaînes de valeur du lait en Afrique de l'Ouest et au Tchad	KSA et Agrolog Consortium	Nigéria
7	Projet d'amélioration de la compétitivité du lait local et de la professionnalisation des jeunes	Union nationale des Mini laiteries et Producteurs de Lait local au Burkina Faso	Burkina Faso
8	Appui aux centres de collecte de lait de Hamdallaye et Say dans le processus de Modernisation des segments majeurs de la filière lait local au Niger (PROMOFIL)	Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger	Niger
9	Projet d'amélioration de la formation et de l'apprentissage sur les métiers de la filière du lait local (PAFAMEL)	RESEAU BILLITAL MAROOBE (RBM)	Niger, Burkina Faso, Mali
10	Chaîne de valeur du lait et des produits laitiers laiterie - école : espace d'incubation pour renforcer l'employabilité des jeunes du Sénégal et de la Gambie	Association Des Femmes De L'Afrique De L'ouest (AFAO-WAWA)	Sénégal, Gambie

III. Projets retenus pour financement dans la thématique 3 (Prestation des services financiers et non financiers (services d'accès aux crédits investissement, assuranciers, vétérinaires, d'appui-conseil/contrôle laitier.)

N°	Titre du Projet	Porteur de Projet	Pays
1	Projet de Développement des Compétences Techniques Professionnelles des Jeunes Agropasteurs sur les Métiers du Lait (DCTP JAML)	Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane (APESS)	Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Tchad

Le Directeur Exécutif

SALIFOU Ousseini



Ghana**Le secrétaire d'Etat au ministère des finances est limogé**

Dans une vidéo mise en ligne ce weekend par le célèbre journaliste d'investigation ghanéen Anas Aremeyaw, on regarde le Secrétaire d'État auprès du ministre des finances, M. Adu Boahen en train de réclamer des commissions sur un projet porté par des personnes se présentant à lui comme des investisseurs. Scandale!

Ce 14 novembre, le président du Ghana, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, limoge son secrétaire d'Etat.

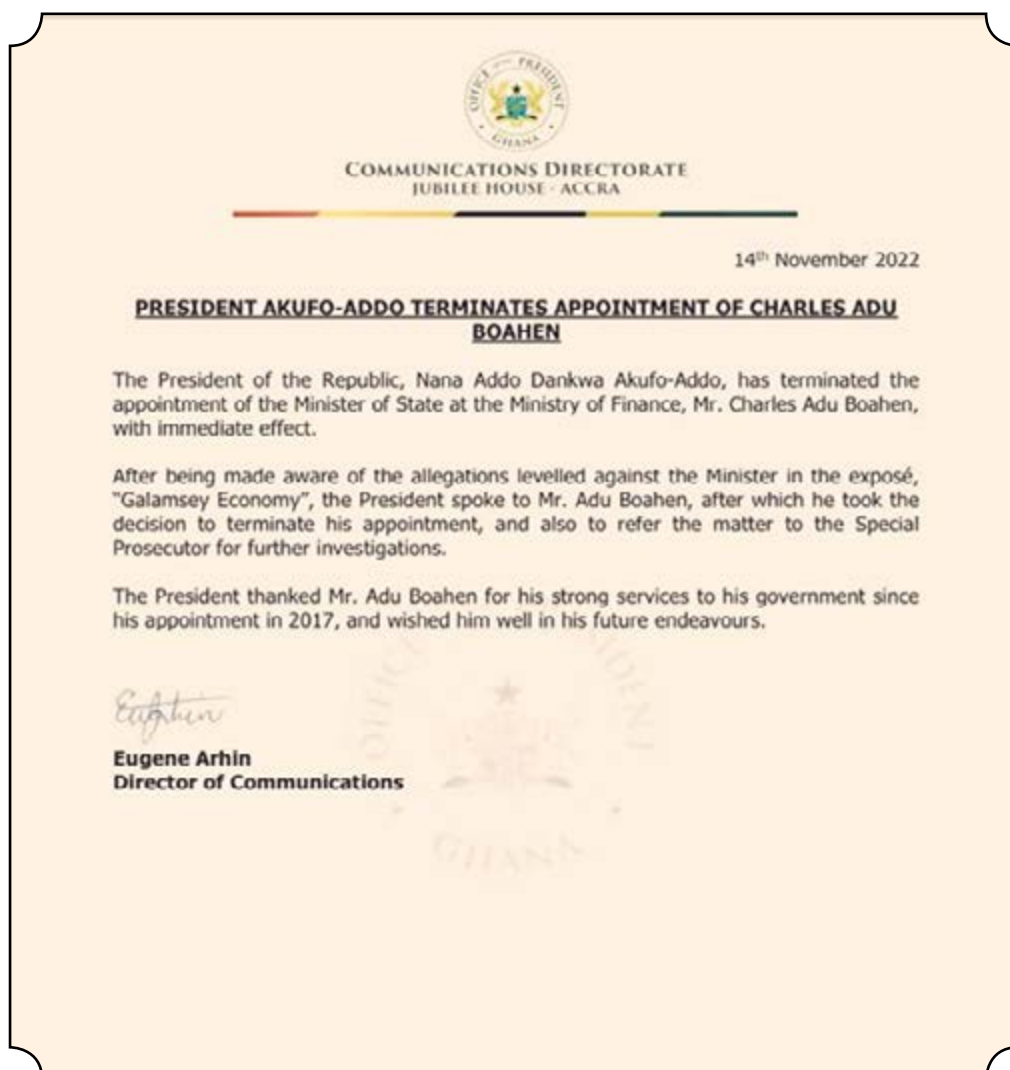
Selon le communiqué, son limogeage prend effet immédiatement. « Le président de la République, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, a mis fin à la nomination secrétaire d'État au ministère des Finances, M. Charles Adu Boahen, avec effet immédiat », peut-on lire dans la déclaration. Expliquant les raisons de ce licenciement, le président a déclaré qu'il était fondé sur la connaissance des allégations de corruption portées contre le ministre. Ces allégations, ajoute le communiqué, sont conformes à un reportage d'investigation sous couverture qui doit encore être diffusé par Anas Aremeyaw Anas. La déclaration ajoute que le Bureau du Procureur spécial va enquêter sur cette affaire. Après avoir pris connaissance des allégations formulées à l'encontre du ministre dans l'exposé "Galamsey Economy", le président s'est entretenu avec M. Adu Boahen, après quoi il a pris la décision de mettre fin à sa nomination et de saisir le procureur spécial pour qu'il mène une enquête plus approfondie. Charles Adu Boahen, secrétaire d'État chargé des finances, a prétendu que le vice-président Mahamudu Bawumia n'avait besoin que de 200 000



USD comme frais d'apparition et de quelques positions par un investisseur pour que ses frères et sœurs obtiennent son soutien et son influence pour créer une entreprise au Ghana, a rapporté Anas Aremeyaw Anas. Quelques heures à peine avant la diffusion de son dernier reportage sous couverture, le célèbre journaliste d'investigation a déclaré, dans un message publié sur sa timeline Facebook, que lorsque son équipe Tiger Eye PI a rencontré le ministre d'État chargé des finances aux Émirats arabes unis (EAU), il a déclaré que pour que le vice-président puisse se mettre à la disposition des enquêteurs sous couverture qui se sont fait passer pour des investisseurs, il aurait besoin d'un cachet de 200 000 USD seulement et de soutenir leur investissement. "Vous voulez dire, comme des frais de comparution et autres ? Je veux dire qu'il, lui-même (le vice-pré-

sident), si vous lui donnez quelques 200 000 USD ou quelque chose comme un gage, comme un remerciement, une appréciation, c'est très bien. Il n'est pas vraiment, il n'est pas vraiment (comme) ça. Tout ce dont il a besoin, c'est de s'inquiéter de l'argent de sa campagne en 2020", a déclaré Charles Adu Boahen lorsqu'on lui a demandé comment un investisseur peut attirer l'attention du vice-président. Il a ajouté qu'un investisseur doit également envisager des opportunités pour les frères et sœurs du vice-président afin d'obtenir son soutien total, en dehors des 200 000 USD de frais d'apparition qui lui sont accordés. "Donc, si vous venez avec 3 ou 4 projets et que vous dites, nous faisons ceci, nous faisons cela, (et) nous sommes prêts à faire un chèque pour ceci, faire un chèque (pour cela).

Avec ghanaweb

**Cybersécurité****Les pirates ont volé 11 millions de dollars à 12 pays africains**

Les banques, les fournisseurs de services financiers et les entreprises de télécommunications de 12 pays africains ont perdu 11 millions de dollars à la suite d'attaques de piratage entre 2018 et 2022. C'est selon un nouveau rapport de la société de cybersécurité basée à Singapour Group IB et de la société française de télécommunications Orange.

● **Junior AREDOLO**

Les attaques visaient principalement des pays francophones dont la Côte d'Ivoire, le Mali, le Burkina Faso, le Bénin, le Cameroun, le Gabon, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone, le Togo et, en Afrique de l'Est, l'Ouganda. Hors du continent, l'Argentine, le Bangladesh et le Paraguay ont également été victimes de l'attentat.

L'attaquant francophone portait le nom de code OPERA1ER, mais utilisait également d'autres noms tels que les noms DESKTOP-group et Common Raven. Le groupe, qui comprend un nombre inconnu de pirates, remonte à 2016 lorsqu'il a enregistré son premier domaine. Contrairement à la plupart des hackers modernes, OPERA1ER s'appuyait sur des outils prêts à l'emploi bien connus. Le gang a réussi à mener plus de 30 attaques réussies contre diverses institutions. Le rapport a été achevé en 2021 alors que



l'opérateur menait encore des attaques. Dès qu'OPERA1ER a remarqué l'intérêt croissant de Group-IB, ils ont réagi en supprimant leurs comptes et en prenant d'autres mesures pour brouiller les pistes. Les pirates déclenchent la plupart des cyberattaques pendant les week-ends ou pendant les jours fériés, peut-être parce qu'il est plus difficile d'arrêter les transactions frauduleuses ou d'arrêter une attaque ces jours-là. Rustam Mirkasymov, responsable de la recherche sur les cybermenaces au European Threat Intelli-

gence & Research Center du Group-IB, a déclaré : "Même si quelqu'un détecte une tentative de retrait d'argent, pendant le week-end, il n'est pas facile de l'arrêter et de récupérer l'argent". Le rapport indique que les techniques utilisées par les pirates ne sont pas très sophistiquées et reposent uniquement sur des outils accessibles au public. « Selon nos calculs, le montant total des dommages varie de 30 à 50 millions de dollars. Cependant, cela pourrait être encore plus », a déclaré Rustam.

Or blanc**Le Bénin, exportateur de coton, développe une industrie textile locale**

Dans une grande usine du sud-ouest du Bénin, des dizaines de jeunes gens coupent, cousent et assemblent des chemises en coton - dans le cadre d'un effort majeur du pays d'Afrique de l'Ouest pour développer son secteur textile.

Ces dernières années, le Bénin est devenu le premier producteur de coton d'Afrique, avec une production annuelle de 728 000 tonnes en 2020/21, selon les chiffres du gouvernement. Il exporte la quasi-totalité de ce produit brut, dont la majorité est destinée au Bangladesh. Maintenant, une initiative est en cours pour créer des emplois et des revenus en transformant le coton localement, dans le but d'exporter des vêtements vers les marchés de consommation en Europe, en Asie, en Afrique et aux États-Unis. "Nous avons décidé que dans ce pays, nous n'allons plus vendre ce coton brut. Nous allons transformer ce coton, notamment en installant des usines textiles intégrées", a déclaré Letondji Beheton, directeur général de la zone industrielle de Glo-Djigbe (GDIZ), à environ 45 km de Cotonou. La GDIZ a démarré il y a deux ans à la suite d'un partenariat entre le gouvernement et Arise Integrated Industrial Platforms (Arise IIP), une entreprise panafricaine détenue en par-

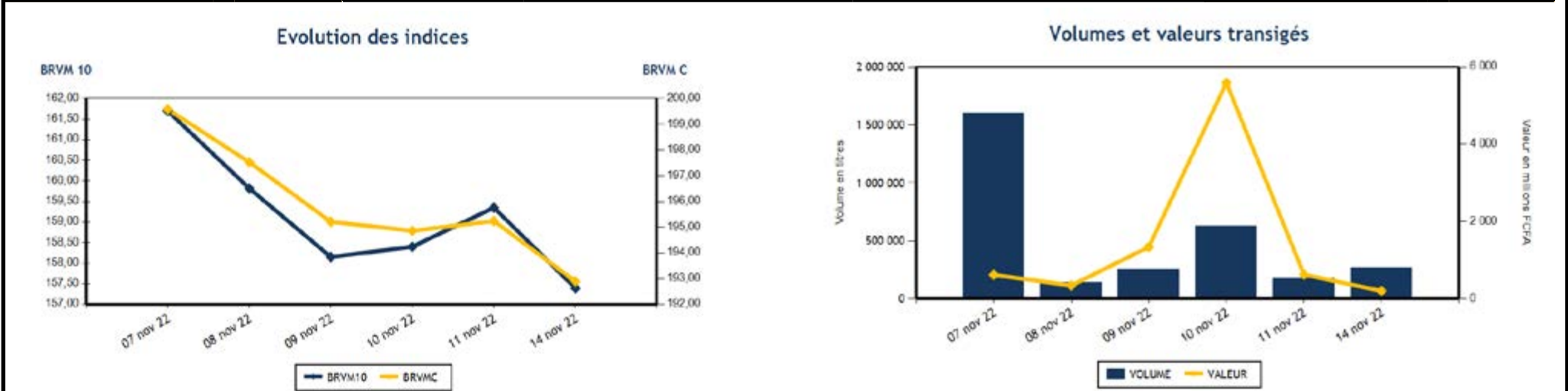


tie par la Société financière africaine. Plus d'un milliard de dollars ont été investis dans la zone jusqu'à présent, qui comprendra des usines textiles ainsi que des unités de traitement de la noix de cajou, des unités de traitement pharmaceutique, et plus encore, a déclaré Beheton. Seul un quart de la zone a été développé jusqu'à présent. Bien que les systèmes ne soient pas encore en place pour acheminer le coton du champ à l'usine, la GDIZ a commencé à former environ 1 000 travailleurs du secteur de la confection en utilisant des matériaux importés pour l'instant. "Lorsque l'usine de Glo-Djigbe commencera ses activités, je suis sûr que nous gagnerons plus", a déclaré

Leonard Madjaedou, un producteur de coton de 46 ans, qui a bénéficié du soutien du gouvernement pour augmenter ses rendements. Dans 13 mois, la zone industrielle vise à employer 15 000 personnes dans trois usines textiles qui auront une capacité de traitement d'environ 40 000 tonnes de fibre de coton, a déclaré M. Beheton. À terme, il envisage une industrie de plusieurs milliards de dollars qui pourrait traiter la majorité du coton du Bénin. Le coton est cultivé dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, dont le Mali, le Togo, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, mais la plupart sont exportés bruts avec peu de transformation industrielle dans la région.

Reuters

BRVM 10	157,39	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite	192,89
Variation Jour	↓ -1,23 %		Variation Jour	↓ -1,20 %
Variation annuelle	↑ 2,53 %		Variation annuelle	↓ -4,64 %
N° 218		lundi 14 novembre 2022	Site : www.brvm.org	



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 805 966 623 710	-1,20 %
Volume échangé (Actions & Droits)	264 913	55,36 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	153 304 590	-73,96 %
Nombre de titres transigés	32	-20,00 %
Nombre de titres en hausse	7	-22,22 %
Nombre de titres en baisse	15	7,14 %
Nombre de titres inchangés	10	-41,18 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL SN (TTLS)	2 600	4,42 %	31,65 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 500	2,39 %	1,01 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 200	1,64 %	21,57 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 010	1,00 %	-49,50 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	800	0,63 %	-10,61 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	92,21	-3,12 %	-16,26 %	8 026	14 927 955	27,01
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	456,82	-0,62 %	1,78 %	5 530	29 031 990	8,72
BRVM - FINANCES	15	71,96	-1,18 %	-6,70 %	244 873	57 181 300	6,98
BRVM - TRANSPORT	2	388,24	0,00 %	-37,60 %	0	0	6,21
BRVM - AGRICULTURE	5	278,51	-2,43 %	14,47 %	5 202	49 435 045	5,35
BRVM - DISTRIBUTION	7	378,61	-0,37 %	-7,07 %	1 282	2 728 300	27,68
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 203,03	0,00 %	33,56 %	0	0	11,71
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,67	
Taux de rendement moyen du marché	7,69	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,08	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	108	
Volume moyen annuel par séance	1 033 562,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 995 550 838,50	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 746 587 348 885	-0,05 %
Volume échangé	4 354	12,77 %
Valeur transigée (FCFA)	43 196 666	30,35 %
Nombre de titres transigés	3	-72,73 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-60,00 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	80 000	-6,98 %	0,00 %
SOGB CI (SOGC)	5 310	-6,84 %	0,00 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 105	-6,36 %	0,00 %
NESTLE CI (NTLC)	6 020	-5,20 %	0,00 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 005	-4,60 %	0,00 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	7,40	
Ratio moyen de satisfaction	9,22	
Ratio moyen de tendance	124,64	
Ratio moyen de couverture	80,23	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	7,14	
Nombre de SGI participantes	22	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Banque mondiale

Le niveau d'endettement mondial a augmenté "considérablement" en 2021

Le niveau d'endettement des pays à revenu faible et intermédiaire a fortement augmenté en 2021, la Chine représentant 66 % des prêts accordés par les créanciers bilatéraux officiels, a déclaré le président de la Banque mondiale, David Malpass, soulignant la nécessité de réduire la dette des pays les plus pauvres.

Le rapport annuel de la Banque mondiale sur les statistiques de la dette mondiale, qui doit être publié le mois prochain, indique clairement que les créanciers du secteur privé devaient également participer à la réduction de la dette, a déclaré Malpass dans une interview à Reuters vendredi. Le Groupe des 20 principales économies et le Club de Paris des créanciers officiels ont créé un cadre commun pour les traitements de la dette à la fin de 2020 pour aider les pays à faire face aux retombées de la pandémie de COVID-19, mais sa mise en œuvre a été interrompue. Les créanciers du Tchad ont conclu cette semaine le premier accord négocié dans ce cadre, mais il laisse en suspens la viabilité de la dette à plus long terme du pays car il ne prévoit pas de réduction effective de la dette, a prévenu Malpass vendredi. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les responsables occidentaux expriment de plus en plus leur frustration à l'égard de la Chine, désormais le plus grand créancier bilatéral officiel du monde, et des créanciers du secteur privé pour ne pas avoir avancé plus rapidement. Les données préliminaires publiées par la Banque mondiale en juin ont montré que l'encours de la dette extérieure des pays à revenu faible et intermédiaire a augmenté, en moyenne, de 6,9 % en 2021 pour atteindre 9 300 milliards de dollars, dépassant la croissance de 5,3 % observée en 2020.

La dette a considérablement augmenté

Crise des carburants

Les Français se pressent à la pompe avant la baisse des remises de l'État

La baisse des ristournes destinées à compenser la cherté des carburants, prévue pour mercredi, provoque une ruée sur les stations-services. Une sur cinq se retrouve à sec.

Les stations-services en rupture de carburant étaient lundi bien plus nombreuses qu'à la fin du mois d'octobre, particulièrement en Auvergne-Rhône-Alpes et en Île-de-France, deux jours avant la baisse des remises de l'État et de TotalEnergies, selon des données officielles. «Cet emballement est uniquement dû à la fin des remises, avec des automobilistes qui se sont pressés à la pompe, mais aussi au week-end de trois



M. Malpass a déclaré que le prochain rapport de la banque sur les statistiques de la dette internationale était troublant, mais n'a pas donné de chiffres précis. "Il montre que le montant de la dette a considérablement augmenté... et que le montant dû à la Chine représente quelque 66 % du total des créanciers bilatéraux officiels", a-t-il déclaré, ajoutant que les entités chinoises étaient également de gros créanciers commerciaux. "Le rapport indique clairement que la réduction de la dette doit s'étendre largement pour inclure le secteur privé et la Chine", a déclaré M. Malpass, ajoutant que la question globale de la dette serait un sujet important lors de la prochaine réunion des dirigeants du G20. "Il y aura une reconnaissance de la gravité du problème", a déclaré M. Malpass, bien qu'il ait dit qu'il y avait eu "peu d'intérêt" pour son incitation à un gel immédiat des paiements de la dette lorsque les pays demandent un allègement au titre du cadre commun du G20 et d'autres réformes visant à accélérer les efforts de restructuration de la dette. Selon les responsables du FMI et de la Banque mondiale, 25 % des économies

de marché émergentes et en développement sont en situation de surendettement ou proches de l'être, et ce chiffre atteint 60 % pour les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les chocs climatiques, les augmentations des taux d'intérêt et l'inflation ont accentué les pressions sur les économies qui se remettent encore du COVID. Selon M. Malpass, la Chine a été jusqu'à présent un acteur réticent dans ce processus qui évolue lentement. "Ils sont surtout des observateurs", a-t-il déclaré. M. Malpass a également appelé à un travail plus rapide sur la restructuration de la dette de la Zambie, qui a demandé pour la première fois de l'aide au titre du cadre commun au début de 2021. "Il est urgent de le faire pour que la réduction de la dette puisse avoir lieu et que la Zambie puisse commencer à attirer les nouveaux investissements nécessaires", a-t-il déclaré. Pour le Tchad comme pour la Zambie, il est essentiel d'accélérer le processus et de mettre en œuvre de réelles réductions de la dette, a-t-il ajouté. "Plus le processus se prolonge, plus il est difficile pour le pays et ses habitants de se remettre sur pied."

Reuters

COP 27

210 millions d'euros pour aider les pays vulnérables

La présidence allemande du G7 et une soixantaine de pays vulnérables, membres du V20, ont lancé lundi, à l'occasion de la COP 27, une nouvelle structure baptisée « bouclier mondial contre les risques climatiques » et dotée d'une enveloppe de 210 millions d'euros. L'objectif est d'aider les populations dans les pays en développement à financer les dégâts liés à une catastrophe climatique. Mais les ONG, plutôt sceptiques, estiment que ce n'est pas la seule solution.

A l'occasion de la conférence de l'ONU pour le climat (COP 27), qui se tient actuellement à Charm el-Cheikh en Egypte, un « bouclier mondial contre les risques climatiques » a été lancé, sous l'impulsion de la présidence allemande du G7 et d'une soixantaine de pays vulnérables (V20). L'objectif affiché est de pallier les « faiblesses des structures de protection financière » dans les pays les plus vulnérables via un « financement pré-organisé » qui peut être déboursé avant ou juste après une catastrophe climatique. Cette nouvelle structure, dotée pour l'instant d'un budget de 210 millions d'euros (170 millions d'euros annoncés par l'Allemagne et 40 millions d'autres pays), bénéficiera d'abord à un premier groupe de pays incluant Bangladesh, Costa Rica, Fiji, Ghana, Pakistan, Philippines et Sénégal. Ce dispositif inclut en particulier des systèmes d'assurance contre les dégâts causés aux récoltes, aux bâtiments ou contre l'interruption d'activités d'une entreprise. « Cela peut être des systèmes de protection sociale adaptatifs », ou « un soutien financier immédiat à un gouvernement pour reconstruire un pont ou une école », a expliqué lors d'une conférence de presse la ministre allemande du développement, Svenja Schulze, évoquant des plans « faits sur mesure » pour chaque pays.

Un dispositif qui ne fait pas l'unanimité

Bien que la question des «



pertes et dommages » déjà subis par les pays en développement et de leur financement soit un des points chauds de cette COP 27, ce bouclier, présenté par l'Allemagne comme une des réponses aux « pertes et dommages », ne fait pas l'unanimité. « Les compagnies d'assurance, par nature, sont réticentes à couvrir ou à payer », juge Teresa Anderson, d'ActionAid International. « Cela ne peut pas détourner l'attention de la demande première des pays en développement de créer un mécanisme financier pour les pertes et dommages à la COP27 », estime Harjeet Singh, du Climate Action Network. Les pays riches se sont en effet toujours montrés très réticents au lancement d'un tel mécanisme. Ils craignent les conséquences légales d'une telle « reconnaissance » des pertes et dommages, et arguent que le financement climatique dispose déjà de multiples canaux. En créer un de plus ajouterait une complexité inutile.

Des dommages estimés à 525 milliards de dollars

Malgré tout, « le bouclier mondial n'a que trop tardé », a déclaré dans un message vi-

déo Ken Ofori-Atta, ministre des Finances du Ghana et président du V20, soulignant que les pays vulnérables « payaient déjà » pour les pertes et dommages. Le V20 estime que les dommages causés par les impacts climatiques aux économies de ses membres à 525 milliards de dollars depuis 2000. Ce bouclier « n'est pas une tactique pour éviter toute négociation formelle sur les pertes et dommages ou des arrangements financiers à cette COP », a assuré de son côté Svenja Schulze, notant que ce n'était « pas la solution unique » à ce problème et qu'il faudrait notamment se pencher aussi sur les événements à évolution lente, comme la montée des océans et sur les pertes « non économiques ». Car l'urgence est là. Avec l'accélération des catastrophes, et un réchauffement sur une trajectoire toujours montante, les montants de dégâts liés au dérèglement climatique pourraient atteindre entre 290 à 580 milliards de dollars par an en 2030 et de 1.000 à 1.800 milliards en 2050, selon des chiffres cités par l'Institut Grantham sur le changement climatique de la London School of Economics.

(Avec AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Ethiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependencepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Journée défavorable aux litiges en raison de l'obstruction saturnienne. Si vous devez régler des questions de succession, partages, évaluations de biens fonciers, etc., attendez deux ou trois semaines avant d'y procéder. Mais même dans ce cas, recherchez toujours une solution de compromis au lieu de faire appel à la Justice, car "une année de procès engendre dix années de rancune" (proverbe chinois).

Taureau La Lune en cet aspect vous incitera à vous lancer dans des spéculations audacieuses non dénuées d'intérêt et de rendement. Elle vous protégera et vous permettra de vivre sans trop de préoccupations matérielles.

Gémeaux Avec cette configuration planétaire, il faut prévoir une forte contrainte financière. Des problèmes en rapport avec l'immobilier sont possibles, et cela pourrait se traduire par des dépenses importantes et parfois imprévues. Certains natifs devront avoir à faire aussi des dépenses supplémentaires pour les enfants qui grandissent à vue d'oeil et dont les besoins sont plus importants qu'auparavant.

Cancer Les influx planétaires de la journée vous seront bénéfiques à plusieurs titres, et il s'agira d'en profiter au maximum. Vous jouerez de bonnes chances dans le maniement de l'argent et les spéculations en général. L'investissement immobilier ainsi que les jeux de hasard seront favorisés.

Lion Vous seriez tenté d'améliorer votre quotidien en jouant gros. Erreur ! Malgré vos espoirs, cette journée ne vous réservera pas la chance de gagner quelque chose de significatif. Gardez jalousement votre argent, car si quelqu'un doit gagner beaucoup, ce ne sera certainement pas vous cette fois-ci.

Vierge Veillez à ne pas vous lancer dans des dépenses non indispensables, si petites soient-elles, car elles sont susceptibles en ce moment de déséquilibrer votre budget et de vous causer des soucis qui auraient pu être évités avec un peu de clairvoyance. Sachez que "c'est pour le superflu que l'on sue" (Sénèque).

Balance Excellente journée pour effectuer des placements à moyen et à long terme. Grâce aux influx favorables de Pluton, vous aurez aussi la possibilité de réaliser une opération immobilière lucrative.

Scorpion Le plan matériel enregistrera une amélioration progressive. Il faut dire que l'influence de Mars en mauvaise posture ne vous a guère incité à faire des économies. Mais à partir d'aujourd'hui, vous serez mieux loti.

Sagittaire Cet aspect de Neptune vous permettra de résoudre efficacement certains problèmes d'argent. Mais méfiez-vous des opérations hasardeuses ou mal préparées, qui vous ruineraient.

Capricorne Votre équilibre financier ne devrait en principe poser aucun problème en ce moment, car aucune planète de poids n'influence votre secteur argent. Attention, cependant : soumis à l'aspect tortueux de Pluton, vous risquez de tout faire pour saboter cette belle stabilité ! Cette planète va éveiller ses côtés les plus négatifs. Vous serez donc saisi par une véritable fièvre de dépenses, qu'il faudra absolument contrôler, sous peine de courir à la catastrophe.

Verseau Côté finances, vous ne garderez pas les deux pieds dans le même sabot. Et, si vous évitez de prendre des risques excessifs, vous pourrez faire fructifier vos ressources.

Poissons Vos finances seront relativement protégées par Uranus. L'heure serait davantage aux décisions. Vous vous interrogerez sur l'opportunité de prêter certains de vos placements ou de les utiliser pour un achat immobilier. Sans vous être vraiment néfaste, Neptune pourra vous empêcher d'y voir clair. Si vous avez du mal à faire la part des choses, consultez votre banquier.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0602/11/12/15/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Nicole ESSO
Junior AREDOLO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

Avis d'Appel d'Offres International (AAOI)

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP)

AOI N° 005/ARCEP/PRMP/2022 du 11 octobre 2022

1. L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes dispose des fonds budgétaires, afin de financer la fourniture, l'installation et la mise en service d'un Système Intégré de Contrôle du Spectre (SICS) des fréquences radioélectriques.
2. L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes, sollicite des offres fermes de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la fourniture, l'installation et la mise en service d'un Système Intégré de Contrôle du Spectre (SICS) des fréquences radioélectriques. Le marché est en lot unique et les variantes sont autorisées, conformément à la clause IC 13.1 des données particulières de l'appel d'offres DPAO.
3. Les livraisons sont effectuées, dans un délai de 180 jours à compter de la date de notification du marché, à l'adresse suivante :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP)
4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA – Immeuble ARCEP,
BP : 358 Lomé, Togo

NB : Aucune entreprise titulaire de marchés de l'ARCEP, ayant accusé un retard de livraison des fournitures ou matériels, n'est autorisée à soumissionner au présent appel d'offres international.

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini par le Code des marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de :

Monsieur Zandjina DADJIOGOU
ARCEP, 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA,
BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94
E-mail : arcep@arcep.tg avec copie à zandjina.dadjiogou@arcep.tg
Site web : www.arcep.tg

et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP)
4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA,
BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94
de 8H30 à 11h30 et de 15H00 à 17H00.

Les demandes d'éclaircissements se feront du **11 octobre 2022 au 15 novembre 2022**

6. Les exigences en matière de qualifications sont :
 - les conditions légales de l'entreprise ;
 - la situation financière de l'entreprise ;
 - l'expérience de l'entreprise ;
 - l'existence d'un service après-vente assuré directement par le soumissionnaire.

Voir le DPAO pour les informations détaillées.

NB : Les soumissionnaires sont informés que leurs offres financières doivent être élaborées dans le respect des prix contenus dans la dernière version du répertoire des prix de référence (mercuriale des prix) disponible sur le site du Ministère de l'économie et des finances au <https://finances.gouv.tg>. Dans le cas contraire, leurs offres financières seront redressées.

7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) FCFA à l'adresse mentionnée ci-après :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP)
4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA,
BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94
E-mail : arcep@arcep.tg

La méthode de paiement sera :

- en espèces à la direction générale de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP), sise au 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94, E-mail : arcep@arcep.tg ;
- par virement bancaire sur le compte :

N° de Compte	: 01030 006417500 142
Intitulé du compte	: ARCEP
Banque	: BICI
Code Swift	: BTCTGTG
Code banque	: TG024

En cas de virement bancaire, les frais sont à la charge du candidat qui doit s'assurer que l'autorité contractante a reçu sur son compte le montant de cent mille (100 000) F CFA exigé.

Le Dossier d'Appel d'offres pourra être retiré directement en main propre au siège de l'ARCEP ou envoyé par voie électronique.

8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP)
4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA,
Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94

au plus tard le **25 novembre 2022 à 10H00 TU.**

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

9. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de douze millions (12 000 000) FCFA. Cette garantie de soumission est une garantie bancaire délivrée par une banque installée ou représentée au Togo.
10. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date limite du dépôt des offres.
11. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **25 novembre 2022 à 10H30 TU** à l'adresse suivante :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP)
4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA,
BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94
E-mail : arcep@arcep.tg

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA,
BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94
E-mail : arcep@arcep.tg

La Personne Responsable des Marchés Publics

Espace UEMOA

7ème réunion des ministres de la sécurité à Lomé

Le vendredi 11 novembre 2022 à Lomé, la capitale du Togo, s'est ouvert la 7ème réunion des ministres chargés de la sécurité de l'union économique et monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Cette rencontre ministérielle va permettre aux participants d'échanger sur les questions de la sécurité et de paix pour une convergence de vue dans les pays membres.

● Hélène MARTELOT

Cette réunion va également permettre de renforcer la paix et la sécurité dans l'union. Parce que selon le ministre togolais de la sécurité et de la protection civil, général de brigarde Yark Damehame, aujourd'hui, nous savons tous que les pays sont un peu perturbés et troublés par les actes terroristes et l'extrémisme violent. « Au cours de cette réunion, nous allons essayer d'examiner les conclusions des travaux des experts qui ont travaillé les 9 et 10 novembre 2022. Un projet phare de l'union c'est l'informatisation et l'interconnexion des postes de polices frontaliers », a précisé Yark Damehame. Ceci, pour avoir une idée claire sur ceux qui sortent et qui traversent à travers les frontières des pays de l'union. « Les experts ont travaillé dans le sens du renforcement d'échange d'information et de renseignement entre nos services. On ne peut pas gagner la guerre si on n'est pas bien renseigné », a souligné le ministre chargé de la sécurité au Togo. Pour le général lui, il est évident que sans la sécurité et la paix, on ne peut pas parler de l'économie. « Les gouvernements ont décidé depuis 2011 que l'union s'occupe aussi de la sécurité de l'espace communautaire. Donc chaque année, les ministres en charge de ce département se retrouvent pour échanger, faire le point de la mise en œuvre. Et voir s'il y a des recommandations



soumises à la commission », a-t-il précisé. D'après Jaquite Serifo Mamadu, commissaire représentant du président de la commission de l'UEMOA, le projet de rapport sur la paix et la sécurité dans l'espace UEMOA, dit que la situation sécuritaire dans les Etats membre de l'UEMOA, c'est fortement dégradé au cours de premier trimestre de 2022. Et souligne qu'elle a été essentiellement marquée par une insécurité grandissante multiforme et complexe caractérisée par la récurrence, les attaques terroristes, des crimes et des trafics de tout genre. « Sur le plan social et humanitaire, dans les États affectés par les attaques terroristes, l'on note une augmentation massive du nombre de personnes déplacées, la fermeture des écoles et des centres de santé. A ces drames, se sont greffés une crise alimentaire, une dégradation sans précédent des conditions sanitaires », a énuméré M. Mamadu. Il affirme que face à ce fléau, sur le plan national qu'au niveau communautaire, les plus hautes autorités de l'union ont pris de nombreuses mesures pour

lutter contre le terrorisme sur toutes ses formes ainsi que contre la criminalité organisée. « Cette détermination des Etats membres à la résilience des populations face à cette diversité mérite d'être saluée à leur juste valeur », a ajouté le commissaire représentant du président de la commission. Il rappelle également que l'accord-cadre de coopération signé le 26 avril 2018, a sorti d'une feuille de route actualisée lors de votre 6ème réunion tenue le 10 septembre 2021 à Abidjan. Ce qui a permis d'enregistrer des avancées notables dans les différents domaines et d'activités. La feuille de route fixe les principaux objectifs de cette coopération à savoir, renforcer le partage d'information et de renseignement ainsi que la lutte contre le terrorisme et les criminalités dans les zones transfrontalières, impliquer la population dans la prévention et la gestion des crises et des conflits, et développer les espaces frontaliers de paix et de sécurité. Ces nouveaux référentiels, qui couvrent la période 2021-2025, intègre l'appui à la gestion sécurisée des frontières. Conformément aux orientations de président de comité de haut niveau, sur le chantier paix et sécurité lors de sa 5ème réunion tenue à Dakar le 7 octobre 2022, la commission de l'UEMOA mobilisera 70% du budget global qui est d'environ 11 milliards de francs CFA (10 milliards 65 millions 60 mille francs CFA).



Région de Kara

Les acteurs de la recherche sensibilisés sur le projet « UVI2A »

Un atelier de sensibilisation sur les opportunités du projet: « Unité de Valorisation des Innovations Agricole et Agroalimentaire (UVI2A) », portée par l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA), s'est tenu le mercredi 10 novembre sur le site du campus sud de l'Université de Kara (UK).

L'activité initiée par ITRA, a regroupé les enseignants chercheurs des différentes institutions universitaires et écoles publiques et privées, des innovateurs, des inventeurs et les étudiants de l'Institut supérieur des métiers agricoles (ISMA) de l'Université de Kara. Le projet, financé par l'Union Européenne, a été sélectionné dans le cadre d'un appel à proposition lancé par l'Agence Universitaire Française via son projet de valorisation des résultats de recherche et de l'innovation en Afrique de l'ouest (VaRRIWA). L'objectif de la sensibilisation est d'informer les différents chercheurs et innovateurs sur les opportunités du projet ; les motiver à orienter leurs recherches sur des projets innovants et bancables pour contribuer à la réduction de la pauvreté à travers l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. Au cours de la rencontre, les participants ont été édifiés sur le projet, ses objectifs, ses principales missions et les potentiels bénéficiaires. Ils ont également échangé sur les conditions d'accès et les exemples de projets innovants dans le secteur agricole. Le coordonnateur du projet UVI2A,



Dr. Voémessé Kokou a indiqué que ledit projet est une unité d'assistance technique des chercheurs pour favoriser l'éclosion des startups agricoles et stimuler la création des emplois fondés sur la connaissance. Il a souligné que cet incubateur va durer deux années, former 30 innovateurs sur la création et la gestion des entreprises, de la propriété intellectuelle et la valorisation économique des résultats ; accompagner 20 technologies au brevetage et créer 10 entreprises. M. Voémessé a invité les étudiants à développer des thématiques innovantes leur permettant de bénéficier des services de l'UVI2A pour leur épanouissement. Le directeur de la recherche de la coopération et des partenariats de l'UK Prof. Pali Tchaa, a relevé que cette assise vient à point nommé appuyer les efforts de

l'UK dans le cadre du Plan National de Développement (PND). Il a relevé que l'initiative de l'ITRA participe au développement du pays dans la mesure où elle propose un cadre permanent de réflexion visant la transformation du secteur de l'agriculture au Togo. Le directeur scientifique de l'ITRA, Dr. Kpémoua Kossi a précisé que pour être éligible à ce projet, il faut avoir une technologie innovante, être chercheur à l'Universitaire, indépendant ou entrepreneur qui travaille sur un produit innovant dans le domaine agricole et agroalimentaire. La sensibilisation se poursuivra dans les jours à venir à l'Université de Lomé et à l'Institut National de Formation Agricole (INFA) de Tové, à l'endroit des acteurs des régions Maritime et des Plateaux.

ATOP/BH/ TJ.

Barça

Franck Kessie intéresse deux clubs anglais

Le très solide milieu de terrain ivoirien de 25 ans, arrivé libre cet été au FC Barcelone en provenance de l'AC Milan, peine à trouver ses marques dans le collectif des Catalans, même si son agent George Atangana a contredit tout le monde en disant que son joueur était en train de s'adapter.

Franck Kessie n'a pas énormément joué pour l'instant et il pourrait rebondir en Premier League. C'est en tout cas ce qu'avance Mundo Deportivo. Aston Villa, désormais sous la houlette de Unai Emery pourrait offrir entre 10 et 12 millions d'euros alors que Fulham serait même prêt à offrir 20 mil-



lions d'euros pour s'attacher ses services, peut-être dès cet hiver en fonction de la posi-

tion du Barça dans ce dossier. Affaire à suivre donc.

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres									
Produits échangés									
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020							
Articles de transport ou d’emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique		5,1	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.		3,4
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l’excl. Des produits du n°3002...		5,1	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...		3,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules		3,9	Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...		3,1
Produits de beauté ou de maquillage	8,3	Polymères de l’éthylène, sous formes primaires		3,4	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz		2,7
préparés et préparations pour l’entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...					Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...		2,5
					Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...		1,9
					Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100				

LES RENCONTRES PAYS
RHmag

1 & 2
DÉCEMBRE 2022

HÔTEL 2 FÉVRIER
LOMÉ

PAYS HÔTE
TOGO

COUVERTURE THÉMATIQUE

FORMATION, TRAVAIL HYBRIDE,
NOUVELLES TECHNOLOGIES :
QUEL EST L'AVENIR DU MONDE
DU TRAVAIL ?

RESSOURCES HUMAINES ET SECTEURS
D'AVENIR: FAIRE DES START-UP UN
MOTEUR DE LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE DURABLE ET
INCLUSIVE

LA FIDÉLISATION DU
PERSONNEL PLUS QU'UN SUJET
D'ORDRE SALARIAL

PESANTEURS CULTURELLES ET
PERFORMANCES DES RH :
SOFT SKILLS ET ADAPTABILITÉ

LES RISQUES PSYCHOSOCIAUX
DANS NOS ORGANISATIONS :
QUAND LE TRAVAIL REND
MALADE

SÉCURITÉ SOCIALE, POLITIQUE
SOCIALE DES TRAVAILLEURS
ET ASSURANCES

ET BIEN D'AUTRES THÈMES...

(228) 96048660 / 93053455
WhatsApp: (225) 0143958753

  **RHMag**

www.rhmag.ci / rhmag@mzkgroup.info

SPONSORS

